

CDI
Lycée Mur / Porsmeur
Morlaix



8 DOSSIER LOGEMENT

11 conseils pour faire baisser la facture



24 Des économies à la clé

Mobilité : comment vous faire préférer le train

30 Zoom sur une arnaque

Le faux conseiller bancaire

32 Initiatives

Santé : des dépenses allégées

37 Sur le terrain

Truffe : le véritable prix de l'or noir



43 CAHIER ARGENT

44 Placements

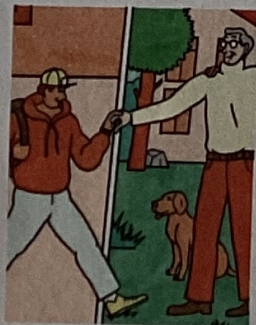
Banque durable, éthique, solidaire... comment s'y retrouver ?

50 6 questions sur

l'emprunt en copropriété

52 Fiscalité

Droits de succession : et si vous adoptiez vos beaux-enfants ?



Les banques ne vous font pas de cadeau !

Ceux d'entre vous qui, dans le cadre d'un prêt bancaire, ont tenté de changer d'assurance emprunteur (celle du prêt) ont certainement entendu parler de la loi Lemoine. Celle-là même qui, depuis septembre 2022, permet aux consommateurs de changer de contrat à tout moment. Jusqu'alors, cette décision ne pouvait être prise qu'à la date anniversaire de souscription, si bien que beaucoup d'emprunteurs la laissaient filer... L'UFC-Que Choisir s'est battue pour que cette loi existe, car elle favorise la libre concurrence et ouvre le choix entre plusieurs offres, jusqu'à trouver la meilleure. On ne le dit pas assez, mais cette opération peut permettre de gagner jusqu'à 15 000 € ! Une économie

significative, à l'heure où la durée des emprunts dépasse souvent 20 ans et où les taux avoisinent les 4 %.

En novembre 2024, l'Association pour la promotion de la concurrence en assurance des emprunteurs (Apcade) et le cabinet de conseil Forsides ont publié les résultats d'un sondage auprès de 4 022 emprunteurs ayant un crédit immobilier en cours. Il en ressort que

92 % de ceux ayant opté pour un changement d'assurance ont réduit le coût de leur prêt. Parmi eux, 50 % ont économisé plus de 5 000 €, et certains ont dépassé les 15 000 €.

Pour autant, l'Apcade déplore des pratiques bancaires qui limitent l'accès des Français à la substitution de leur contrat. De fait, 55 % des personnes ayant tenté le changement ou la délégation d'assurance se heurtent à des difficultés administratives, nécessitant deux à trois allers-retours avec leur banque. Deux ans, des bougies... et pas de cadeau !



PASCALE BARLET